

COMMUNE DE MONTGUYON

DOSSIER N°DP 017 241 25 00010

Date de dépôt : 26 février 2025

Date d'affichage en mairie : 27 février 2025

Demandeur : LEADER ENVIRONNEMENT

Pour : Installation de 6 panneaux

photovoltaïques en sur imposition à la toiture

Adresse du terrain : 7 Rue de Vassiac 17270

MONTGUYON

ARRETE

D'OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE DELIVRE AU NOM DE LA COMMUNE DE MONTGUYON

Le Maire de MONTGUYON,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 26 février 2025 par la SAS LEADER ENVIRONNEMENT représentée par Monsieur HAGEGE KEVIN demeurant 3 Allée des Ecureuils à VILLEPINTE 93420 ;

Vu l'objet de la demande : Installation de 6 panneaux photovoltaïques en sur imposition à la toiture sur un terrain situé 7 Rue de Vassiac 17270 MONTGUYON ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26/01/2005, modifié le 12/04/2007, ayant fait l'objet de quatre révisions simplifiées le 10/09/2009 et 23/05/2012 et de deux révisions allégées le 29/09/2014 et le 29/03/2017 et de deux modifications simplifiées le 05/06/2019 et 15/04/2024 ;

Vu l'avis défavorable de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 10 mars 2025 ;

Considérant qu'aux termes de l'article R425-1 du code de l'urbanisme : "Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées, [...]."

Considérant qu'aux termes de l'article L621-32 du code du Patrimoine : "Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une autorisation préalable. L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords. Lorsqu'elle porte sur des travaux soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme ou au titre du code de l'environnement, l'autorisation prévue au présent article est délivrée dans les conditions et selon les modalités de recours prévues aux articles L. 632-2 et L. 632-2-1."

Considérant que le projet est situé dans les abords des monuments historiques,

Considérant que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique ou de ses abords et que l'Architecte des Bâtiments de France n'a pas donné son accord ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il est fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à MONTGUYON, le 25 Mars 2025

Le Maire
Monsieur Julien MOUCHEBOEUF



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Recours :

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux (2) mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut adresser un recours contentieux au Tribunal Administratif de Poitiers (15, rue de Blossac - CS 80541 - 86020 POITIERS CEDEX) ou en le déposant en ligne sur l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux (2) mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de ce délai vaut rejet implicite).